

Convention collective départementale

IDCC : 749. – BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

(Martinique)

(28 décembre 1973)

(Etendue par arrêté du 16 mars 1976,
Journal officiel du 5 mai 1976)

Convention collective

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
ET ACTIVITÉS ANNEXES**

IDCC : 3107. – ETAM

(Martinique)

(31 mai 2012)

(Etendue par arrêté du 30 mai 2013,
Journal officiel du 19 juin 2013)

ACCORD DU 24 JUIN 2014

RELATIF AU CONTRAT DE GÉNÉRATION

NOR : ASET1450962M

IDCC : 749, 3107

PRÉAMBULE

Les parties signataires rappellent qu'elles ont exprimé à diverses reprises leur inquiétude face au vieillissement de la population salariée du secteur du BTP et qu'elles ont exprimé leur conviction que le travail illégal, en précarisant l'emploi, diminuait l'attractivité des métiers de la construction pour les jeunes et, particulièrement, pour les jeunes femmes. Elles ont proposé, dans le cadre de la convention entre conseil régional et le SEBTPAM, plusieurs mesures pour faire face à ce problème, notamment une charte de déontologie de la commande publique, un dispositif d'insertion centré autour d'un TTS-BTP et la mise en place d'un observatoire dont une des toutes premières missions consisterait à effectuer un diagnostic du vieillissement de la population salariée du BTP, de ses conséquences et des moyens d'y remédier.

Elles constatent que le contrat de génération, mis en place par la loi n° 2013-185 du 1^{er} mars 2013, pourrait constituer un outil efficace qui viendrait s'intégrer au dispositif d'insertion qu'elles préconisent et elles sont donc convenues d'ouvrir des négociations sur les modalités d'application en Martinique du contrat de génération.

Article 1^{er}

Le champ d'application du présent accord est le territoire de la Martinique.

Article 2

Les parties signataires s'accordent pour confier à l'observatoire social, économique et technologique du BTP le diagnostic préalable prévu aux articles L. 5121-10 et D. 5121-27 du code du travail.

Article 3

Les parties signataires décident de se retrouver au mois de septembre pour mettre en place un groupe de suivi et le calendrier des rencontres sur ce projet.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CAPEB 972 ;

CNATP 972 ;

SEBTPAM.

Syndicats de salariés :

CGTM ;

CSTM ;

FTC CGTM FSM ;

CGT-FO.